

RESPECT POUR CARÉNAGE!

Depuis le début de la grève, des ordures de Pointe-à-Pitre sont déposées à l'usine Darboussier à Carénage. Les sociétés pointoises responsables du ramassage des ordures ont reçu l'ordre de les évacuer des rues, mais elles ne savent pas toujours où les déposer, puisque la décharge de la Gabarre n'assure qu'un service minimum !

D'abord invisibles, les ordures ont été découvertes par la population, envahies par les mouches, il y a environ 4 semaines. Un habitant du quartier déclare : « *ceci est très ennuyeux à cause de l'odeur et pour les règles d'hygiène* ».

Questionné par les habitants, le maire dément tout ordre donné dans ce sens. Mais la seule solution qu'il propose est de demander à la société responsable de dépolluer la zone. Et celle-ci, bien entendu, fait la sourde oreille.

Après tout, ils doivent se dire qu'au vu des désastreuses conditions dans lesquelles vivent ceux qu'ils considèrent comme « des jeunes délinquants », une benne à ordures de plus ou de moins ne les gênera pas, ces pauvres n'oseront pas protester !

Alors que faire pour arrêter ce mépris ? Se taire ? Ou au contraire se mobiliser pour changer cette société dans laquelle ce sont toujours les pauvres qui subissent les conséquences ?

Baptiste et Dan

QUI SOMMES NOUS ?

Le 21^e siècle commence par la guerre en Irak et en Afghanistan, par la famine et par la destruction accélérée de l'environnement. L'avenir qu'on nous promet se limite à « choisir » entre le chômage, l'autodestruction dans la drogue, l'engagement dans une de ces guerres qui ne sont pas les nôtres, ou pour les plus chanceux, le rôle de « bons petits soldats » au travail, soumis aux caprices de la bourse.

Les dirigeants de la planète parient sur notre indifférence. Il faut leur donner tort.

Ce journal est lancé à l'initiative de militants de l'organisation *Combat Ouvrier*, de sympathisants et de jeunes sans parti pour commencer à provoquer le débat, à faire entendre la voix des jeunes qui contestent les idées officielles.

Ce journal est le tien ! Écris-le, lis-le, vends-le !

Contact : kontest@wanadoo.fr – 06 90 73 48 93

REBELLE!

n° 9 – 23 février 2009 – Edition spéciale grève générale

0,20€

AN NOU RÉDI CHÈNN-LA!

L'État, qui a refusé de signer le préaccord du 8 février, accumule en Guadeloupe des gendarmes, et dépense plus de 700 € par jour pour les loger (dans les hôtels du Gosier) et les nourrir. Pour 4 000 gendarmes cela fait presque 3 millions jour, 95 millions pour 34 jours de grève !

Avec cette somme, ils auraient pu payer les 200 € – plus les charges ! – pour la moitié des 45 000 bas salaires du privé. C'est la preuve que ce qui se joue ici, ce n'est pas un problème d'argent. Ce que l'État défend, c'est l'arrogance des gros patrons : pas question de céder face aux salariés en lutte. Pas question de nous accorder une victoire qui pourrait inspirer les travailleurs des autres pays.

Le fait que les négociations aient « repris » ne doit pas nous rendre « plus gentils ». Au contraire ! On ne négocie bien que si on fait sentir sa force.

Pani zafè a « la population est fatiguée ». Les travailleurs du port sont dans la place. Les travailleurs de la SARA sont dans la place. Les transporteurs et les travailleurs de la grande distribution sont dans la place. Il serait possible de faire les travailleurs en grève *eux-mêmes* soulager les problèmes de la vie quotidienne, *gratuitement*. Quitte à faire perdre leurs biens aux békés, autant les confisquer – plutôt que les brûler – pour permettre aux travailleurs de continuer le combat le temps qu'il faudra.

C'est possible : l'énorme mobilisation du dimanche 22 février pour accompagner le corps du camarade Jacques

Bino (voir p. 3) démontre que la population soutient le combat.

Malheureusement, ces messieurs du Medef on cru comprendre que nous baissions la garde. Et donc : *yo ké roufouté yo di gjèl an nou*. Dès aujourd'hui, il faudra renforcer, raidir les piquets que nous avons tenus toute la semaine dernière.

Ces piquets doivent devenir des *biks* de toute la population en lutte. *Péyizan : vin vann si piket-la. Kuisinyè : vin fè manjé a-w si piket-la. Tambouyé : vin fè mizik a-w si piket-la*. Travailleurs venez faire sentir votre présence sur les piquets : que chacun sache que les frères du port, des stations services, etc. ont fermé leurs entreprises, non pas parce qu'il n'y a plus d'essence pour se rendre au travail, non pas à cause des jours gras, mais parce qu'ils sont en grève jusqu'à ce qu'on gagne les 200 € !

Nous sommes à un tournant. Si nous faisons cela, nous gagnerons. Sinon, *sé mésyé ké maché si nou*. Les gros patrons sont déterminés à nous faire payer la trouille que nous leur avons fichue. Si nous perdons, ces coups pleuvront sur une population démoralisée et désorientée. Si nous gagnons, ils rebondiront sur des travailleurs confiants et solidaires.

KA KI PASÉ AN MÉ 67 ?

Il y a 42 ans, les troupes coloniales tiraient sur les travailleurs et la population dans les rues de Pointe-à-Pitre. Le spectre de ce massacre hante beaucoup de gens aujourd'hui. Il pèse sur les consciences des parents, tandis que beaucoup de jeunes ignorent ce qui s'est passé à l'époque.

Alors voilà : le 26 mai 1967, les ouvriers du bâtiment en grève pour 2 % d'augmentation, se rassemblèrent devant la Chambre de commerce sur la place de la Victoire de Pointe-à-Pitre où les représentants syndicaux négociaient. Les manifestants furent excédés lorsqu'un patron déclara : "*Quand les Nègres auront faim, ils céderont*".

Les forces de l'ordre tirèrent. Les nuits du 26, 27 et 28 mai 1967 furent sanglantes. Des corps criblés de balles furent ramassés. Des dizaines de jeunes furent arrêtés pour simple possession de pierres dans leurs poches. D'autres connurent la prison. Les services officiels de l'époque faisaient état de 8 morts. Ce n'est qu'en 1985 qu'on a su que le nombre de morts était *au moins* de 87. Les documents traitant de cette répression sont classés secret-défense jusqu'en 2017. Pourquoi ? Parce que certains responsables sont toujours vivants et libres.

Aujourd'hui, beaucoup des ingrédients de ce drame sont présents. La mort de Jacques Bino nous le rappelle. Mais il y a une différence : ce mouvement a pris une ampleur telle que la Martinique est entrée en lutte, et que la Réunion va suivre. Il est suivi jour par jour dans le monde entier. Il est presque impossible de tirer quand toute une

population est mobilisée. Il est encore plus dur de le faire sous les yeux du monde. À ceux qui craignent la répression, nous disons : **SI OU PÈ, PA PÈ ! VIN LITÉ É PI NOU !**

Sara

Qui a tué Jacques Bino ?

Dans la nuit du 16 au 17 février, Jacques Bino, militant syndical à la CGTG et membre actif d'Akiyo a été abattu. C'était un homme calme et réservé, toujours disponible pour les autres. Il est révoltant que cet homme, un père, un fils, un mari, un militant soit mort dans des circonstances encore inconnues et que quelques heures après son décès le préfet, le ministre des colonies Jégo se servent de sa mort pour ternir le mouvement de grève en attribuant ce meurtre à la jeunesse guadeloupéenne.

Nous ne savons pas encore qui porte la responsabilité directe de cet assassinat. Mais nous savons qu'en accumulant à la fois les gendarmes et les provocations l'État et le Medef portent toute la responsabilité morale de la mort de Jacques.

Le journal *Rebelle !* exprime toute sa sympathie à la famille de Jacques Bino et appelle la jeunesse à participer au combat pour lequel il a donné sa vie.

Anthony